

«Rien n'est jamais joué d'avance!»

CONSEIL EXÉCUTIF Les quatre candidats bourgeois ont pris part au petit-déjeuner économique organisé à Sonceboz, à l'invitation de l'Union du commerce et de l'industrie.

PAR PHILIPPE OUDOT

Depuis plusieurs semaines, ils battent tous la campagne, les candidats au Conseil exécutif, pour tenter de convaincre les électeurs de leur accorder leurs suffrages. Hier matin, les quatre candidats bourgeois – les trois sortants Beatrice Simon (PBD), Pierre Alain Schnegg et Christoph Neuhaus (UDC), ainsi que Philippe Müller (PLR) – se sont retrouvés à Sonceboz pour participer au petit-déjeuner économique organisé par les sections Jura bernois et Bienne-Seeland de l'Union du commerce et de l'industrie (UCI). Une rencontre à laquelle ont pris part une bonne trentaine de personnalités des milieux politiques et économiques de la région. C'est Jessica Herschkowitz, secrétaire de l'UCI Jura bernois, qui a mis les quatre mousquetaires sur le gril. Se considèrent-ils comme d'ores et déjà élus, comme certains le prédisent? «Attention, une élection n'est jamais gagnée d'avance! En prétendant que les jeux sont faits, nos électeurs risquent de rester à la maison. Or, si l'un de nous n'est pas élu, la majorité basculerait à gauche!», a averti Philippe Müller.

Réforme nécessaire

Interpellé sur les grands défis au sein de sa direction, Pierre Alain Schnegg a cité la révision de la loi sur l'aide sociale, qui lui a valu de vives critiques. Soulignant que les choses étaient en bonne voie, il s'est dit «persuadé que cette réforme est nécessaire: il faut soutenir ceux qui font des efforts pour s'intégrer, et pénaliser ceux qui n'en font pas». De son côté, Beatrice Simon a constaté que la révision de la loi sur les impôts allait dans le bon sens, avec une baisse de la fiscalité des entreprises. Quant aux challenges qui l'attendent, Christoph Neuhaus a cité le dossier des gens du voyage: «Certes, cela ne concerne que 200 à 300 personnes,

mais cela occupe 5 à 10% de mon temps!» Il a aussi évoqué la digitalisation des données, notamment celles du registre foncier où Berne est en avance sur les autres cantons. S'agissant de ses priorités, Philippe Müller a souligné la nécessité de revoir la politique financière et fiscale. D'un côté, notre charge fiscale est environ 20% supérieure à la moyenne intercantonale, alors que de l'autre, notre capacité financière est inférieure d'au moins 15%. Il faut donc réduire ces écarts. Le candidat du PLR a aussi balayé les propos de tous ceux qui accusent le canton de mener une politique antisociale: «Entre 2008 et 2016, les dépenses dans ce domaine ont augmenté de 1,1 milliard, passant de 1,8 à 2,9 milliards. Elles constituent désormais le plus gros poste au budget. Prétendre que le canton mène une politique antisociale est donc totalement faux!», a-t-il asséné.

De nouvelles opportunités

Quant à l'avenir du Jura bernois après le départ de Moutier, Pierre Alain Schnegg a rappelé qu'il fallait d'abord attendre la décision des autorités judiciaires sur les recours. S'ils sont rejetés, «il faudra agir vite, mais



Il faudra agir vite et négocier un concordat qui respecte les intérêts du Jura bernois.»

PIERRE ALAIN SCHNEGG
CANDIDAT À SA PROPRE SUCCESSION

en négociant un concordat équilibré qui respecte les intérêts du Jura bernois et du canton de Berne». Ce départ est certes regrettable, mais il offre aussi au Jura bernois de nouvelles opportunités pour se réorganiser et consolider ses bases, dans l'intérêt de l'ensemble de la région, a-t-il rappelé.



Le petit-déjeuner de l'UCI a permis aux participants d'échanger directement avec les candidats bourgeois au gouvernement. Ici, Beatrice Simon (au centre) et Pierre Alain Schnegg (de dos, à droite). STÉPHANE GERBER

En juin les Valaisans voteront sur la candidature de Sion pour les Jeux olympiques de 2026. Comment se positionne le gouvernement, sachant que Berne est aussi partie prenante, avec les patinoires de Bienne et Berne, ainsi que Kandersteg, où un tremplin devrait être construit, a demandé le député Etienne Klopfenstein. Prudente, Beatrice Simon a rappelé que sur le principe, le gouvernement y était favorable, «car ce sera la première fois qu'on utilisera quasi exclusivement des infrastructures existantes. Nous disons donc oui, mais avec le pied sur le frein», d'autant que Kandersteg devra voter sur la construction de ce tremplin avant même les Valaisans. Et Christoph Neuhaus d'ajouter qu'à ses yeux, le point le plus sensible était sans doute la question du financement des coûts de la sécurité.

«Il faut un élu bourgeois aux Travaux publics»

Se lancer comme candidat n'est pas de tout repos.

«Hier soir (réd: jeudi soir), j'avais un meeting à Sumiswald jusqu'à 23h, et ce matin à 7h, me voilà ici, à Sonceboz. Chez nous, faire campagne signifie sillonner le canton et aller à la rencontre des gens,



20 personnes ici, 50 là. Ce n'est pas comme aux Etats-Unis où les candidats rencontrent 20 000 personnes d'un coup!», observe Philippe Müller. Mais ces contacts directs sont importants, car ils permettent de mieux comprendre les attentes des citoyens. S'agissant du Jura bernois, il se dit très sensible aux préoccupations de la population après le départ de Moutier qui, immanquablement, va affaiblir le Jura bernois. Vu l'importance de cette entité francophone au sein du canton, il s'oppose à ceux qui réclament une réduction du nombre de députés: «Aujourd'hui, il faut veiller à renforcer le Jura bernois, plutôt qu'à l'affaiblir!» Il se dit d'autant plus sensible qu'il

a des attaches familiales dans cette région. Pour attirer de grandes entreprises étrangères, le canton doit renforcer son attractivité, notamment sur le plan fiscal. Philippe Müller cite à cet égard le cas de CSL Behring, qui a choisi d'implanter une nouvelle unité à Longeau, plutôt qu'ailleurs en Europe. «La fiscalité n'est certes pas le seul critère, mais des arrangements facilitent la décision», estime-t-il. A cela s'ajoutent d'autres critères comme l'accessibilité ou les infrastructures en fibres optiques, indispensables à l'heure de la digitalisation de l'économie. «Ces éléments sont au moins aussi importants que la localisation. Preuve en est, justement, le choix de CSL Behring pour Longeau.» Pour les besoins de l'économie, il affirme aussi qu'il faut en finir avec les contraintes administratives qui bloquent les entreprises dans leur développement. Quant à la Direction qu'il souhaite reprendre s'il est élu, «je suis ouvert à toutes les options. Mon seul souhait, c'est qu'après plusieurs décennies en mains socialistes, un conseiller d'Etat bourgeois reprenne la Direction des travaux publics.» PHO